

SOUS EMBARGO JUSQUE 00:01 H GMT MERCREDI 25 JUIN 2008

Une autre vérité qui dérange

Comment les politiques en matière d'agrocarburants aggravent la pauvreté et accélèrent le changement climatique

Les politiques menées par les pays riches en matière d'agrocarburants ne constituent ni une solution pour la crise climatique ni pour la crise du pétrole, au contraire, elle contribuent à une troisième : une crise alimentaire. Dans des pays pauvres, les agrocarburants pourraient créer des opportunités de développement, mais les décideurs devraient être prudents, car le coût potentiel économique, social et environnemental est très élevé.

Résumé

Dans les pays riches, les agrocarburants sont présentés comme une solution pour faire face à deux crises : celle climatique et celle pétrolière. Mais il est bien possible qu'ils ne puissent en fait résoudre aucune de ces crises et qu'ils favorisent plutôt l'apparition d'une troisième type de crise : celle alimentaire que sévit actuellement.

Cependant le risque est que les agrocarburants permettent aux gouvernements des pays riches d'éviter de prendre des décisions difficiles mais urgentes sur la façon dont ils pourraient réduire leur consommation de pétrole, tout en leur ouvrant de nouvelles voies afin de continuer à apporter une aide financière onéreuse à l'agriculture, et ce aux frais des contribuables.

Dans un même temps, ce sont précisément les pays développés qui subissent les conséquences les plus drastiques de ces politiques – l'aggravation de la pauvreté et de la faim, la dégradation de l'environnement et l'accélération du changement climatique.

Ni une solution à la crise climatique...

Les politiques menées par les pays riches en matière d'agrocarburants ne constituent actuellement un moyen de lutter contre le changement climatique qui n'est ni sûr ni efficace. En augmentant la demande totale de terres agricoles, ils vont favoriser l'expansion de l'agriculture vers des puits de carbone cruciaux tels que les forêts, les zones marécageuses et les pâturages, libérant le carbone contenu dans les sols et la végétation et dont la compensation nécessitera des décennies et, dans certains cas, des siècles de production d'agrocarburants, alors qu'il serait nécessaire que leur émission connaissent d'abord un pic pour diminuer d'ici 10 à 15 ans.

- Une analyse parue dans la revue *Science*, estime que 167 ans seront nécessaires pour compenser les émissions causées par les changements d'affectation des terres liés au programme des États-Unis de production d'éthanol à partir de maïs.
- La consommation de biodiesel au sein de l'Union européenne (UE) est marquée par une augmentation inexorable de la demande d'huile de palme, utilisée pour élaborer du biodiesel, mais aussi pour remplacer l'huile de colza ainsi que d'autres huiles alimentaires " au sein du programme européen d'agrocarburants. Oxfam estime que, d'ici 2020, les émissions causées par les changements d'affectation des terres de l'huile de palme atteindront peut-être entre 3,1 et 4,6 milliards de tonnes de CO₂ – soit entre 46 et 68 fois l'économie annuelle que l'UE espère avoir réalisée d'ici là grâce aux agrocarburants.

Même si l'on ne tient pas compte des changements d'affectation des terres, les agrocarburants constituent un moyen par trop coûteux de réduire les émissions engendrées par les transports routiers. Une solution bien plus efficace serait d'améliorer l'efficacité des véhicules : alors que les coûts engendrés par une politique visant à éviter l'émission d'une tonne de CO₂ au moyen d'agrocarburants s'élèvent à plusieurs centaines de dollars, des améliorations ambitieuses en matière d'efficacité des véhicules peuvent

générer des *bénéfices*, l'économie réalisée sur les frais de carburant étant ainsi supérieure aux coûts technologiques. La biomasse peut être employée de manière beaucoup plus efficace pour des applications statiques telles que les chaudières commerciales ou les systèmes CHP (chaleur et électricité combinées).

...ni une solution à la crise pétrolière

Les politiques menées par les pays riches en matière d'agrocarburants ne constituent actuellement un moyen qui ne demeure ni sûr ni efficace afin d'assurer la sécurité de l'offre en carburant. La consommation de pétrole dans les pays riches est si massive qu'une production agricole massive serait requise afin d'aboutir à ce que les agrocarburants constituent une alternative significative. Si la totalité de la récolte de maïs des États-Unis était consacrée à la production d'éthanol, elle ne pourrait remplacer qu'environ un sixième de la quantité de carburant vendue aux États-Unis. Si *la totalité de la production mondiale* d'hydrates de carbone (cultures contenant de l'amidon et du sucre) était convertie en éthanol, on ne parviendrait à remplacer que tout au plus 40 pour cent de la consommation mondiale de carburant. La production mondiale de graines oléagineuses ne parviendrait même pas à couvrir 10 % de la consommation de diesel.

Par ailleurs, les coûts relatifs à l'utilisation d'agrocarburants pour améliorer la fiabilité du carburant sont extrêmement élevés. L'organisme de recherche de la Commission européenne a estimé que la production des 10 % d'agrocarburants fixés comme objectif par l'UE coûtera environ 90 milliards de dollars US jusqu'en 2020 et n'améliorera la sûreté de l'offre de carburant qu'à raison de 12 milliards de dollars. Les politiques de réduction de la *demande* de carburants pour les transports, ainsi que les réglementations visant à améliorer l'efficacité des véhicules, représentent des méthodes bien plus sûres et présentent un meilleur rapport coût-efficacité.

En attendant, 30 millions de personnes se trouvent dans une situation de pauvreté

Les mandats et les mesures de soutien concernant les agrocarburants dans les pays riches déclenchent une augmentation des prix alimentaires dans la mesure où, de plus en plus, les cultures vivrières et les terres agricoles sont destinées à la production de carburants. Parallèlement à cela, la production d'éthanol fabriqué à base de canne à sucre au Brésil, n'a qu'un impact moindre sur les prix alimentaires mondiaux et ne connaît pas cette évolution grâce à l'application de tarifs douaniers.

Selon les estimations de la Banque mondiale, le coût des denrées alimentaires a augmenté de 83 % au cours des trois dernières années. Les personnes les plus pauvres dans le monde, qui dépensent entre 50 et 80 % de leurs revenus à la nourriture, cette situation est catastrophique. Oxfam estime qu'au moins 290 millions de personnes sont menacées directement par la crise alimentaire, la Banque mondiale avance quant à elle le chiffre de 100 millions de personnes qui ont *déjà* sombré dans la pauvreté. 30 pour cent des augmentations de prix seraient dues aux agrocarburants, ce qui laisse supposer que ces derniers mettent les moyens de subsistance de

presque 100 millions de personnes en danger entraînant une situation de pauvreté pour plus de 30 millions d'entre eux.

D'après l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), les pays riches, en augmentant les prix alimentaires apportent leur soutien à la politique favorable aux agrocarburants et favorisent par là-même également la présence d'une taxe sur la nourriture – une taxe régressive dont les répercussions les plus frappantes touchent les personnes pauvres, puisque leurs achats en nourriture représentent une part plus importante de leurs revenus. Selon les estimations, l'an dernier les pays industrialisés ont dépensé entre 13 et 15 milliards de dollars pour "taxer" la nourriture, un montant égal à celui des fonds requis pour aider les personnes directement menacées par la crise alimentaire. Ces fonds connaîtront une inexorable ascension tant que les pays riches augmenteront leur consommation d'agrocarburants.

C'est pour cette raison que l'éthanol et le biodiesel représentent de véritables alternatives pour les gouvernements des pays riches – ils constituent un moyen pour eux de continuer à soutenir l'agriculture.

Oxfam lance un appel urgent aux pays riches afin qu'ils procèdent au démantèlement du soutien et des moyens d'incitation en faveur des agrocarburants et que soit par là-même évitée une aggravation de la pauvreté et du changement climatique.

Ce que les pays riches devraient plus précisément faire :

- introduire un gel de la mise en œuvre des mandats supplémentaires relatifs aux agrocarburants et établir un examen urgent des cibles en vigueur qui aggravent la pauvreté et accélèrent le changement climatique
- démanteler les subventions et les mesures de défiscalisation des agrocarburants ainsi que réduire les tarifs à l'importation
- s'attaquer au changement climatique et à l'insécurité de l'offre de carburants en prenant des mesures sûres et en présentant un bon rapport coût-efficacité ainsi qu'en donnant la priorité aux réglementations visant à faire appliquer des améliorations ambitieuses de l'efficacité des véhicules

Une bonne occasion pour les pays en développement ?

Pour les pays pauvres qui tendent à tirer des avantages comparatifs de la production de matières premières, les agrocarburants pourraient présenter de véritables opportunités de développement, mais les potentiels coûts économique, social et environnemental sont considérables.

Oxfam recommande aux pays en développement de procéder avec prudence et de donner la priorité aux populations pauvres des zones rurales au moment de l'élaboration de leurs stratégies bioénergétiques.

Plus précisément, ce que les pays en développement devraient faire :

- donner la priorité aux projets bioénergétiques qui fournissent des sources d'énergie renouvelable propre aux hommes et aux femmes

pauvres en milieu rural – il est peu vraisemblable qu'il s'agisse de projets de production d'éthanol ou de biodiesel

- prendre en compte les coûts ainsi que les avantages qui accompagnent les stratégies en matière d'agrocarburants : les coûts financiers du soutien, les coûts d'opportunité des alternatives stratégiques agricoles et de réduction de la pauvreté ainsi que les coûts sociaux et environnementaux

S'ils décident d'adopter des stratégies d'agrocarburants, les gouvernements des pays en développement devraient :

- s'acquitter de leurs obligations en terme de lois et conventions internationales, y compris des obligations de protéger le droit à la nourriture, d'assurer un travail décent et de veiller à ce que le consentement préalable, libre et informatif des communautés concernées soit obtenu avant le lancement des projets d'agrocarburants
- donner la priorité aux matières premières et aux modèles de production maximisant les opportunités pour les petits agriculteurs et agricultrices

Et les sociétés et investisseurs actifs dans des pays en développement devraient :

- veiller à ce qu'aucun projet ne se déroule sans le consentement libre, préalable et informé des communautés locales et à ce que les ouvriers et ouvrières, à tous les stades de la production dans leurs chaînes de valeur, travaillent dans des conditions décentes
- traiter les « petits agriculteurs et petites agricultrices » de manière équitable et transparente
- garantir aux « petits agriculteurs » une liberté de choix suffisante dans les décisions agricoles de leurs chaînes de valeur pour veiller à leur propre sécurité alimentaire et à celle de leur famille

Notes

- Dufey, A., S. Vermeulen, and B. Vorley (2007) 'Biofuels: Strategic Choices for Commodity Dependent Developing Countries', Common Fund for Commodities.
- Fargione, J., J. Hill, D. Tilman, S. Polasky, and P. Hawthorne (2008) 'Land Clearing and the Biofuel Carbon Debt', *Science* 319(5867): 1235–8.
- Hebebrand, C. and K. Laney (2007) 'An Examination of U.S. and EU Government Support to Biofuels: Early Lessons', International Food & Agriculture Trade Policy Council.
- Hugo García (2008) 'Biofuel in Mexico: Transition to ethanol use and its social and environmental effects', research report for Oxfam International.
- JRC (2007) 'Biofuels in the European Context: Facts, Uncertainties and Recommendations', JRC Working Paper, 19 December.
- Kojima, M., D. Mitchell, and W. Ward (2007) 'Considering Trade Policies for Liquid Biofuels', Energy Sector Management Assistance Program, World Bank.
- Koplow, D. (2007) 'Biofuels – At What Cost? Government Support for Ethanol and Biodiesel in the United States: 2007 Update', Geneva: Global Subsidies Initiative of the International Institute for Sustainable Development.
- Kutas, G., C. Lindberg, and R. Steenblik (2007) 'Biofuels – At What Cost? Government Support for Ethanol and Biodiesel in the European Union', Geneva: Global Subsidies Initiative of the International Institute for Sustainable Development.
- Martin, S. (2008) 'Losing Ground: The Human Rights Impacts of Oil Palm Plantation Expansion in Indonesia', Friends of the Earth, LifeMosaic, and Sawit Watch.
- Steenblik, R. (2007) 'Biofuels – At What Cost? Government Support for Ethanol and Biodiesel in Selected OECD Countries', Geneva: Global Subsidies Initiative of the International Institute for Sustainable Development.
- Tauli-Corpuz, V. and P. Tamang (2007) 'Oil Palm and Other Commercial Tree Plantations, Monocropping: Impacts on Indigenous Peoples' Land Tenure and Resource Management Systems and Livelihoods', United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues, 6th Session, New York, 14–25 May.
- Wilkinson J. and S. Herrera (forthcoming) 'Making Biofuels Work for the Poor – Brazilian Case-Study', Oxfam International.
- Worldwatch Institute (2007) *Biofuels for Transport*, London: Earthscan.

© Oxfam International juin 2008

Cet article a été rédigé par Robert Bailey. Oxfam remercie entre autres les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation: Sonja Vermeulen, Sophia Murphy, John Wilkinson et Selena Herrera. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: publish@oxfam.org.uk

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :
advocacy@oxfaminternational.org.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France - Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle-Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux organisations listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr

Oxfam Amérique 226 Causeway Street, 5th Floor Boston, MA 02114-2206, USA +1 617 482 1211 (Toll-free 1 800 77 OXFAM) Courriel : info@oxfamamerica.org www.oxfamamerica.org	Oxfam Hong Kong 17/F., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tel: +852 2520 2525 Courriel : info@oxfam.org.hk www.oxfam.org.hk
Oxfam Australie 132 Leicester Street, Carlton, Victoria 3053, Australia Tel: +61 3 9289 9444 Courriel : enquire@oxfam.org.au www.oxfam.org.au	Intermón Oxfam (Espagne) Roger de Llúria 15, 08010, Barcelona, Spain Tel: +34 902 330 331 Courriel : info@intermonoxfam.org www.intermonoxfam.org
Oxfam-en-Belgique Rue des Quatre Vents 60, 1080 Brussels, Belgium Tel: +32 2 501 6700 Courriel : oxfamsol@oxfamsol.be www.oxfamsol.be	Oxfam Irlande Dublin Office, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Ireland Tel: +353 1 672 7662 Belfast Office, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK Tel: +44 28 9023 0220 Courriel : communications@oxfamireland.org www.oxfamireland.org
Oxfam Canada 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tel: +1 613 237 5236 Courriel : info@oxfam.ca www.oxfam.ca	Oxfam Nouvelle-Zélande PO Box 68357, Auckland 1145, New Zealand Tel: +64 9 355 6500 (Toll-free 0800 400 666) Courriel : oxfam@oxfam.org.nz www.oxfam.org.nz
Oxfam France - Agir ici 104 rue Oberkampf, 75011 Paris, France Tel: + 33 1 56 98 24 40. Courriel : info@oxfamfrance.org www.oxfamfrance.org	Oxfam Novib (Pays-Bas) Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, The Hague, The Netherlands Tel: +31 70 342 1621 Courriel : info@oxfamnovib.nl www.oxfamnovib.nl
Oxfam Allemagne Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Germany Tel: +49 30 428 50621 Courriel : info@oxfam.de www.oxfam.de	Oxfam Québec 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montreal, Québec, H3J 2Y2, Canada Tel: +1 514 937 1614 Courriel : info@oxfam.qc.ca www.oxfam.qc.ca
Oxfam GB Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK Tel: +44 1865 473727 Courriel : enquiries@oxfam.org.uk www.oxfam.org.uk	

Secrétariat d'Oxfam International: Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK
Tel: +44 1865 339100 Courriel : information@oxfaminternational.org. Web site: www.oxfam.org

Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International :
Courriel : advocacy@oxfaminternational.org

Washington : 1100 15th St., NW, Ste. 600, Washington, DC 20005-1759, USA, Tel: +1 202 496 1170.

Bruxelles : Rue Philippe le Bon 15, 1000 Brussels, Belgium, Tel: +322 502 0391.

Genève : 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland, Tel: +41 22 321 2371.

New York : 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA, Tel: +1 212 687 2091.

Organisations liées à Oxfam. Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International :

Oxfam Japon Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan

Tel: + 81 3 3834 1556. Courriel : info@oxfam.jp Web site: www.oxfam.jp

Oxfam Trust en Inde B - 121, Second Floor, Malviya Nagar, New Delhi, 1100-17, India

Tel: + 91 11 2667 3 763. Courriel : info@oxfamint.org.in Web site: www.oxfamint.org.in

Membre observateur d'Oxfam. L'organisation suivante est actuellement membre observateur d'Oxfam et travaille vers une possible adhésion totale :

Fundación Rostros y Voces (Mexique) Alabama No. 105 (esquina con Missouri), Col. Napoles, C.P. 03810 Mexico, D.F., Tel/Fax: + 52 55 5687 3002. Courriel :

comunicacion@rostrosyvoces.org Web site: www.rostrosyvoces.org